

Annexe 1 CCTP marché des formations managériales

Présentation du périmètre des « ministères sociaux »

1) Périmètre du secrétariat général :

Le secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales a autorité sur les fonctions transversales et support des ministères sociaux sous la forme de directions spécialisées couvrant l'ensemble de 2 champs ministériels :

- La direction des ressources humaines (DRH) permet aux politiques publiques des ministères dont elle relève, de disposer des ressources humaines nécessaires pour en assurer la mise en place. A ce titre, elle développe une gestion de proximité avec l'ensemble de ses réseaux, au regard, notamment, des dernières réorganisations des services déconcentrés ainsi que des ARS.

- La direction des finances, des achats et des services (DFAS) conseille les autorités politiques dans le périmètre de ses métiers et met en oeuvre leurs décisions, conçoit et offre les services, l'expertise et le conseil nécessaires au fonctionnement courant des structures et à l'accomplissement des missions des personnels. Elle optimise les moyens budgétaires et les outils de gestion des administrations au service de la performance.

- La direction du numérique (DNUM) est un des partenaires privilégiés des directions métiers afin de les accompagner dans la modernisation de l'exercice de leurs politiques publiques via notamment la dématérialisation des processus.

- La division des affaires juridiques (DAJ) assiste par son expertise les autres directions et les services territoriaux. Elle a la charge du suivi des contentieux, et représente les ministres devant la section du contentieux du Conseil d'Etat. Elle assure également la diffusion des connaissances juridiques au sein des ministères sociaux.

- La délégation aux affaires européennes et internationales (DAEI) contribue, en liaison avec les autres directions, à identifier les intérêts et les enjeux à l'international des ministères sociaux. Elle oriente leurs stratégies et leur implication dans les cadres multilatéraux comme bilatéraux. Elle valorise l'expertise sanitaire et sociale française, nourrit le dialogue avec les partenaires sociaux sur les questions internationales et européennes. Elle prépare et coordonne les positions françaises dans les négociations multilatérales comme dans les relations bilatérales.

- La délégation à la stratégie des systèmes d'information de santé (DSSIS) vise à favoriser le développement des usages des technologies numériques par les professionnels dans l'ensemble du champ sanitaire et médico-social, afin d'optimiser la prise en charge des patients et d'améliorer la qualité des soins.

- La délégation à l'information et à la communication (DICOM) propose et met en oeuvre les orientations de la politique d'information et de communication dans les domaines de l'emploi, du travail, de la formation professionnelle, des affaires sociales,

de la solidarité et de la santé. Elle conduit, anime et coordonne les actions d'information et de communication nationales et locales.

- Le Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) définit la politique et les mesures de défense, de sécurité, de prévention et de gestion des crises autres que sanitaires et s'assure de leur mise en œuvre. Il assure notamment la coordination avec le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale pour ses domaines de compétences.

2) Périmètre ministériel

Par ailleurs les directions ou délégations « métiers » sont regroupées ci-dessous par périmètre ministériel : solidarités et santé / travail.

- *Périmètre solidarités et santé :*

- La direction générale de la santé (DGS) prépare la politique de santé publique et contribue à sa mise en œuvre. Son action se poursuit à travers 4 grands objectifs : préserver et améliorer l'état de santé de la population, protéger la population des menaces sanitaires, garantir la qualité, la sécurité et l'égalité dans l'accès au système de santé, et mobiliser et coordonner les partenaires.

- La direction générale de la cohésion sociale (DGCS) met en œuvre les politiques publiques de solidarité, de développement social et de promotion de l'égalité favorisant la cohésion sociale.

- La direction générale de l'offre de soin (DGOS) élabore et met en œuvre des politiques publiques à même de répondre aux défis auxquels fera face le système de santé dans les prochaines années et traduit les grandes orientations en santé portées par le gouvernement.

- La direction de la sécurité sociale (DSS) est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique relative à la Sécurité sociale : assurance maladie, accidents du travail et maladies professionnelles, retraite, famille, dépendance, financement et gouvernance.

- La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) dote ses ministères de tutelle, les services déconcentrés ainsi que les établissements, organismes et agences gravitant dans leur orbite, d'une meilleure capacité d'observation, d'expertise et d'évaluation sur leur action et leur environnement.

- *1.1.2. Périmètre travail-emploi :*

- La direction générale du travail (DGT) anime et coordonne la politique du travail afin d'améliorer les relations collectives et individuelles et les conditions de travail dans les entreprises ainsi que la qualité et l'effectivité du droit qui les régit.

- La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) est chargée de la conception et de la mise en œuvre des politiques de l'emploi et de la

formation professionnelle. Elle en construit le cadre juridique en concertation avec les autres ministères, les partenaires sociaux et les collectivités territoriales. Elle pilote et coordonne la mise en œuvre des dispositifs et en évalue les résultats. Elle assure la gestion du programme national du Fonds social européen (FSE) en France.

- La direction de l'animation, des recherches, des études et des statistiques (DARES) est chargée de produire une information statistique régulière et fiable, de réaliser des études, de promouvoir et d'organiser des travaux d'évaluation des politiques publiques et de susciter des recherches dans les domaines de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle. Au travers de ses différentes publications, mises à la disposition de tous sur internet, elle diffuse largement ses travaux statistiques, d'études et d'évaluation ainsi que les travaux de recherche qu'elle suscite.

- *Un corps d'inspection*

- L'inspection générale des affaires sociales (IGAS) audite ou évalue des structures ou des politiques et conseille les pouvoirs publics sur un périmètre large (emploi, travail et formation, santé, action sociale et politique familiale, systèmes de couverture sociale publics ou privés).

- *Division des cabinets*

- La division des cabinets assure le traitement des demandes des cabinets ministériels relevant des ministères sociaux en lien avec les directions et les délégations rattachées au Secrétariat général.

Ces différentes directions, divisions, délégations et inspection assurent donc des missions très diverses. Les personnels en poste au sein de ces structures sont issus d'horizons différents et exercent pour certains des métiers très spécifiques, par exemple : statisticiens, médecins, inspecteurs...

Le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales fédère les politiques publiques sociales avec l'ensemble des partenaires des ministères et les réseaux territoriaux :

- les agences régionales de santé (ARS),
- et les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS).